



La Question sociale

Revue libertaire
de réflexion et de combat

Sommaire

- 1 Notre projet
- Edito
- 3 Des temps trop durs pour se taire
- Analyse politique
- 12 De l'emprise de l'État
- Notes pour une théorie critique libertaire du pouvoir d'État
- D. Mazzoleni*
- Luttes sociales
- 26 Retour sur une longue saison de luttes
- N. Thé*
- 48 L'expérience des collectifs de solidarité parisiens :
 une nouvelle étape
- G. Soriano*
- Injustice
- 70 Le temps de vivre
- Cl. Guillan*
- Dossier
- 73 Droit de grève.: tour d'horizon international
- France
- 74 Un droit bien réel, mais très dépendant des rapports de forces

- G. Soriano*
Espagne
82 **Un vide juridique consensuel**
C. Vela
Suisse
88 **Un droit théorique dans une « paix du travail » bien réelle**
R. Miéville
États-Unis
94 **Un vrai corset législatif**
D. Bear
Brésil
100 **Le « nouveau syndicalisme » dans le secteur public**
M. Sarda de Faria
International
108 **Les dilemmes de l'empire**
Cl. Albertani
Histoire
126 **Grèves « sauvages » dans l'Europe de 1969**
D. Giachetti
136 **La genèse de l'idée de grève générale**
Un texte d'Emile Pouget (1904). Présentation de Miguel Chueca
Lire et relire
150 **Livres**
?? **Revues**

Ont contribué à ce numéro :

Claudio Albertani, Hélène Arnold, Oso Bear, Daniel Blanchard, Monique Boireau-Rouillé, Guy D. Cerro, Miguel Chueca, Yves Coleman, Christian Drouet, Richard G., José Garcia, Diego Giachetti, Claude Guillon, Marie Ka, Pierrick, Chantal Lermyte, Oscar Mazzoleni, Ariane Miéville, Claude Orsoni, Rina, François Roux, Mauricio Sarda de Faria, G. Soriano, Nicole Thé, Corsino Vela, Cath Louvi.

ISSN

Dépôt légal :

Responsable légal de la publication : G. Carrozza

Maquette et mise en page : Cath Louvi et Marie Ka

Imprimerie : Gestioni Grafiche, Città di Castello (PG), Italie

Notre projet

Pourquoi *La Question sociale*?

La question sociale – qui renvoie à la nécessité de mettre fin à l’aliénation salariale par l’émancipation des travailleurs et l’instauration d’une société d’êtres libres et égaux, dont dépend aussi désormais la survie de l’espèce humaine – reste aujourd’hui entière. En dépit de toutes les élucubrations sur la fin de la lutte de classes, elle continue à occuper une position centrale dans l’histoire et dans la vie des hommes.

La question sociale, rappelons-le, est aussi une question politique : elle renvoie à la façon dont les exploités s’organisent dans leurs luttes, à leurs rapports avec les institutions de ce système et surtout aux formes d’autogouvernement qu’il leur faudra mettre en œuvre pour modifier en profondeur la société.

Un siècle et demi nous sépare de la naissance de la Première Internationale, mais les problèmes qu’elle avait soulevés sont toujours à l’ordre du jour. La révolution reste à faire : elle sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas. Or, pour envisager la renaissance d’un projet d’émancipation sociale, il faut repartir de ce qui lui avait permis d’exister : un mouvement social large, profond, radical, tel qu’en ont connu les moments clés de l’histoire du mouvement ouvrier, en France, en Russie, en Allemagne, en Italie, en Argentine, en Espagne...

Who we are, our project

Why « The Social Question » ?
Why « anarchist/libertarian » ?
What readership are we aiming for ? Who are the contributors ?
Working in what direction, and in response to what questions ?
And lastly, with what resources ? *La Cuestion social* introduces itself and proclaims its ambitions.

Nuestra identidad, nuestro proyecto

¿ Porqué « La Cuestión social » ?
¿ Porqué una revista « libertaria » ? ¿ Para qué lectores ?
¿ Con quién ? ¿ Para ir en qué dirección y para responder a qué preguntas ? Y, en definitiva, ¿ con qué medios ? *La Question sociale* se presenta y anuncia sus ambiciones.

La nostra identità, il nostro progetto

Perché « La Question sociale » ?
Perché « libertaria » ? Per quali lettori ? Con chi ? Per lavorare in quale direzione e rispondere a quali interrogativi ?
E, per finire, con quali mezzi ?
La Question sociale si presenta ed espone le sue ambizioni.



Pourquoi « libertaire » ?

Plus qu'à une mouvance constituée, ce terme renvoie pour nous à la volonté de ne pas faire l'impasse sur la question de l'Etat. Après l'effondrement du bloc de l'Est, après la faillite du modèle de socialisme/communisme d'Etat, il nous semble impossible, si l'on veut redonner vigueur à l'utopie communiste, de ne pas prendre clairement position sur un principe : l'émancipation des exploités ne peut passer par la conquête, pacifique ou violente, électorale ou putschiste, de l'appareil d'Etat par une minorité de révolutionnaires agissant en leur nom. Si la question des formes que peut et doit prendre cette auto-émancipation reste pour nous une question ouverte, nous tenons ainsi à éviter des réponses faussées par des questions mal posées.

Nous pensons qu'il faut revenir aux sources des idées et des pratiques qui ont fondé la lutte pour l'émancipation des travailleurs : aux principes de la Première Internationale et de la déclaration de Saint-Imier, aux expériences multiples des « wobblies », des anarcho-syndicalistes, des syndicalistes révolutionnaires (même si ce terme cache souvent une grande ambiguïté sur la question de l'Etat), des communistes de conseil, des marxistes antiléninistes, et de tout ce qui va dans la direction d'une remise en cause de l'emprise de l'Etat et du capitalisme sur la vie des êtres humains. Par certains aspects, en effet, le capitalisme d'aujourd'hui semble nous ramener à des conditions de la lutte de classe proches de celles de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, notamment par le retour à une forte polarisation sociale et à une démocratie autoritaire.

Mais nous savons aussi que, dans les pays où le capitalisme de marché s'est imposé depuis longtemps, l'Etat est devenu peu à peu un élément quasi constitutif, « naturel » de l'organisation en société, et que la demande de sécurité poussée par des contradictions sociales de plus en plus aiguës lui redonne chaque jour une crédibilité en tant que seul recours imaginable contre la décomposition des liens et des valeurs. Qu'en conséquence, la critique de l'Etat est à reformuler, sans sectarisme mais sans complaisance, en des termes qui lui donnent une pertinence aux yeux de tous ceux qui sentent désormais la nécessité d'une transformation sociale radicale sans en trouver la voie.

Précisons enfin que nous n'entendons pas travailler contre les organisations libertaires d'aujourd'hui, mais plutôt à côté d'elles, pour contribuer à renouveler la culture militante de ce milieu, à élaborer une véritable culture critique ne se bornant pas à la répétition rituelle des principes sacrés de l'anarchisme, mais se montrant à la hauteur des enjeux dictés par les contradictions de la société où nous vivons.

Pour quels lecteurs ?

Dans notre esprit, nous nous adressons d'abord à ce milieu, malheureusement assez restreint, de gens réactifs, disponibles, généreux, capables de se poser des questions sur une société qui ne les satisfait pas et sur les moyens de la changer en profondeur. Mais, plus généralement, nous nous adressons à tous ceux qui pensent que le capitalisme nous mène au désastre, et qui lui cherchent une alternative, sans exclusive.

Nous savons cependant que c'est dans la réalité des luttes que la rupture du consensus non seulement se pratique, mais parvient à se penser, se cherche un horizon. Non que le travail théorique soit vain, mais lorsqu'il s'effectue dans le cadre fermé du privé, sans se confronter aux interrogations et difficultés des luttes concrètes, il est le plus souvent producteur de sectarisme, assumé ou inconscient, et fournit rarement des réponses aux questions que se posent les acteurs de ces luttes, et plus généralement ceux pour qui un changement radical suppose d'abord disponibilité et engagement concret. C'est pourquoi un des buts essentiels de la revue sera d'articuler la réflexion théorique à un regard critique sur les luttes d'aujourd'hui, leurs potentialités et leurs limites, en prenant au sérieux les questions qu'elles posent. En deux mots, de faire un usage pratique de la théorie.

Précisons toutefois, par précaution, que nous ne confondons pas luttes et manifestations de protestation d'acteurs du « mouvement social » autoproclamé ou d'un altermondialisme où grenouillent toutes sortes de prétendants à une gestion rationnelle d'un capitalisme irrationnel. Par luttes nous entendons tout ce qui met concrètement en cause les règles du pouvoir dans l'intention de satisfaire des exigences et des besoins collectifs. Et le fait que ces luttes continuent dans leur majorité à se mener dans le cadre de l'exploitation du travail, opposant les salariés à leurs patrons, non seulement ne nous apparaît pas comme un phénomène d'arrière-garde, mais nous ramène à ce qui reste à nos yeux l'antagonisme central, celui sur lequel aucune transformation révolutionnaire ne peut faire l'impasse.

Ce choix nous impose quelques exigences quant à la teneur des articles. Pas de langue de bois, mais pas non plus de langage de spécialistes, si radicaux soient-ils. Nous insisterons pour que, simples ou complexes, les problèmes traités le soient dans une langue aussi claire que possible. Refus, donc, de tout hermétisme dans l'expression. La pensée ne peut être révolutionnaire qu'à condition que les acteurs des luttes puissent se l'approprier.

Avec qui ?

Nous n'avons pas peur de la diversité des opinions. Nous aimons le débat contradictoire, mené si possible dans une ambiance fraternelle et joyeuse. Nous cherchons donc à travailler avec des copains qui sachent autant écouter et lire que parler et écrire ; comprendre le point de vue de leur interlocuteur et lui apporter la contradiction sans chercher à l'écraser ; accepter d'être contredits sans se sentir attaqués ; mais aussi aller droit au cœur des problèmes sans chipoter sur les virgules. Car si nous souhaitons contribuer à développer une « culture du conflit » contre la société qui nous entoure, nous voulons aussi pratiquer une « culture du dialogue entre camarades », en refusant le « narcissisme de la petite différence » qui consiste à taper sur son voisin le plus proche, et qui a empoisonné la vie de l'ultra-gauche et des milieux libertaires.

Comme nous pensons qu'il faut réfléchir à l'échelle où les problèmes se posent, nous tenons beaucoup à un regard international sur les problèmes, et pas seulement sur le plan théorique. Nous irons donc à la recherche de contributions permettant de comprendre comment la question sociale se pose ailleurs que chez nous. Le travail de recherche dans les revues étrangères, de sollicitation de camarades étrangers, puis de traduction, aura donc une place importante. En retour, nous tâcherons d'avoir toujours en tête, dans la rédaction et le choix des articles, l'éventualité que ceux-ci soient traduits et publiés dans d'autres langues et coins du monde.

Nos emplois fictifs et notre caisse noire

Nous ne sommes pas payés par la CIA et n'avons pas non plus trouvé le trésor de feu le KGB. Nous n'avons pas derrière nous de puissante organisation politique ou syndicale, ni même de chapelle groupusculaire. Pour faire sortir la revue, il nous faudra vider nos poches. Tous ceux, amis ou camarades, qui auraient l'envie et le courage de nous soutenir dans une entreprise aussi hasardeuse sont forcément bienvenus. Mais soyons clairs : nous défendrons notre indépendance comme la prunelle de nos yeux.

Outre le travail d'écriture et de discussion/sélection, faire une revue veut dire relire, mettre en page, faire imprimer et diffuser, mettre sous pli, assurer la comptabilité et le travail administratif. Toutes les offres d'aide seront bienvenues. Le problème de la diffusion est cependant le plus délicat. Nous avons des raisons de penser que, si la revue répond à un besoin (ce que nous croyons), elle trouvera ses lecteurs et survivra, d'une manière ou d'une autre. Mais cela ne se fera que si l'on se donne tous les moyens d'obtenir une bonne diffusion. Ce qui n'est pas facile.

Nous adopterons à contre-cœur les structures que la République française nous impose pour une diffusion en librairie. Mais les structures de distribution de ce genre de presse étant d'une très faible efficacité, nous comptons beaucoup sur les relais militants pour assurer une distribution dans les lieux et les occasions de rencontre où la revue peut trouver ses lecteurs.

Nous ne voyons par ailleurs aucune raison de reculer devant les possibilités de diffusion qu'offre Internet. Nous comptons donc créer rapidement un site Web, pour mettre en circulation auprès des internautes les articles publiés (voire certains qui n'auront pas trouvé de place dans la revue) et accueillir des réactions de lecteurs – mais aussi, à plus long terme, pour créer des archives historiques et offrir une série de liens renvoyant à des sites et textes intéressants. Plus qu'une concurrence déloyale, nous voyons en effet dans le Web la possibilité d'élargir l'audience de la revue, voire le réseau de ses collaborateurs. Un réseau que, à terme, il sera sans doute bon de faire vivre en organisant des rencontres.

Nos questionnements

Nous sommes conscients qu'une revue de ce genre ne pourra vivre et se développer qu'à travers le débat contradictoire. En ce sens, il ne nous semble pas inutile de formuler succinctement les questionnements qui sont les nôtres actuellement, afin de donner une idée de la direction dans laquelle nous comptons orienter nos efforts. Ce n'est pas un programme, tout juste un cadre de discussion préalable.

1. Qu'en est-il du capitalisme?

- Nature, réalité et limites de la mondialisation.
- Le « libéralisme » est-il l'avenir du capitalisme ou des contradictions sont-elles déjà à l'œuvre (sur le plan environnemental notamment) qui condamnent celui-ci à muer à plus ou moins brève échéance ?
- Crise/crises du capitalisme : revisiter le débat ancien à la lumière du capitalisme contemporain, et des différentes manifestations de crise économique et sociale à travers le monde.
- Evolutions géopolitiques sous l'effet des rivalités entre puissances capitalistes.

2. Le champ du politique

- Le recul du champ d'intervention de l'Etat et la progression des logiques mafieuses : quelle est la réalité du phénomène ? quelles en sont les conséquences perceptibles et prévisibles ?
- Que signifie la progression des politiques répressives dans un contexte « libéral » (quid de l'idée de liberté) ? Jusqu'où peut-elle aller sans desservir les besoins du capitalisme ?

- La fracture classe politique/société civile peut-elle être réduite dans le cadre de ce système? Nature et évolution possible des courants populistes.
- Une repolitisation par le bas est-elle en cours à travers les luttes et de quelle ampleur? (Quelles couches sociales concerne-t-elle, notamment)? Est-elle condamnée à produire un nouveau réformisme et de quelle nature? Le mouvement altermondialiste est-il déjà, et seulement, une expression de ce nouveau réformisme?

3. Les problèmes de la transformation révolutionnaire

Repenser :

- l'économie des besoins humains en tenant compte de la réalité du développement technique de la société (que faut-il détruire? conserver? transformer?);
- une répartition égalitaire du travail socialement utile et nécessaire en tenant compte de la réalité du développement technique;
- une gestion collective du « bien public » qui ne soit pas un nouveau recours à l'Etat;
- la nécessaire réappropriation des moyens de production dans le contexte d'éclatement géographique de la production qui caractérise notre époque;
- la démocratie de base dans un contexte productif et culturel transformé.

Chercher à voir quels débuts de réponse se dessinent dans les luttes en cours à travers le monde (en Amérique latine notamment), sans hésiter à passer au crible de la critique les vieux modèles collectifs fondés sur un compromis entre les classes (les formes diverses d'Etat-providence). S'interroger aussi sur les modèles de transformation sociale que défendent, explicitement et implicitement, les forces politiques qui jouent un rôle dans ces luttes.

Revenir sur certaines expériences du mouvement ouvrier mondial – et les débats qui les ont accompagnées – et voir en quoi elles éclairent encore les problèmes du présent.

Des temps trop durs pour se taire

Le contexte international actuel n'incite guère à l'optimisme : sous des allures de croisade en défense de la démocratie, la guerre voulue par le gouvernement des Etats-Unis – contre des régimes autoritaires longtemps soutenus pour leur rôle de stabilisateurs régionaux – n'a fait que créer les conditions d'une expression désordonnée et violente des forces sur lesquelles ces régimes avaient mis l'étouffoir. Dans le même temps, un islamisme radical des plus réactionnaires prétend jouer le rôle de défenseur des pauvres de la planète, alors même que c'est parmi les pauvres que ses attentats aveugles font leurs premières victimes.

Les tensions que l'on voit monter en Irak et au Moyen-Orient sous l'effet des initiatives sanglantes de Bush et Sharon – et qui font passer au second plan les massacres perpétrés en Tchétchénie et dans plusieurs pays d'Afrique – semblent échapper au contrôle de tous, y compris des apprentis sorciers qui les ont fait éclater, et pourraient provoquer des réactions en chaîne que nul ne peut prévoir.

Tout près, et en même temps très loin de là, l'Europe se préoccupe de sa construction, cherchant les moyens de dépasser les antagonismes d'intérêts entre les nations qui la constituent pour arriver à faire bloc face aux exigences du grand frère américain, vis-à-vis duquel elle reste en position de faiblesse. Et pourtant elle continue à emboîter le pas à celui-ci : d'essence « libérale » sur le

plan économique, elle opte de plus en plus clairement, dans son processus d'unification, pour une gestion sécuritaire et policière des tensions et contradictions sociales, afin de compenser les conséquences du démantèlement des formes collectives nationales de protection sociale.

Tous ceux qui observent l'état du monde d'un point de vue extérieur aux sphères de pouvoir sont donc dominés par le sentiment d'impuissance. Et pourtant cela ne nous prive pas d'éprouver quelque plaisir lorsque de fâcheuses surprises sont réservées aux gouvernements en place. Ainsi de la défaite électorale d'Aznar en Espagne, qui restera dans les mémoires comme marquant les limites que tout gouvernement ne peut franchir dans l'usage du cynisme et du mensonge. Ainsi de la « gifle » infligée à l'équipe Chirac-Raffarin à l'occasion des élections régionales – plus, paradoxalement, par le recul de l'abstention et des voix d'extrême gauche qu'en termes stricts de répartition des voix entre droite et gauche classiques. Deux événements qui poussent à penser que l'usage des urnes par ceux qui ont « la chance de vivre en démocratie » évolue : en l'absence de projets de société alternatifs, mais aussi de différences de fond

entre droite au gouvernement et gauche dans l'opposition, une bonne partie du corps social semble, en votant, faire acte de défiance.

Concernant la France, un lien peut être établi sans risque entre les résultats électoraux et les luttes de cette dernière année, dont la vague est loin d'être éteinte. Ayant échoué, ou renoncé par avance, à se défendre par la lutte, sachant ne rien pouvoir espérer de syndicats interlocuteurs du pouvoir, bon nombre de salariés se sont contentés de signifier au gouvernement – par un moyen certes peu exigeant – leur ras-le-bol de la politique de destruction des mécanismes de protection sociale. Sans pour autant signer un chèque en blanc à une gauche qui a elle-même du mal à croire à un oubli si rapide de ses récents méfaits gouvernementaux.

Et pourtant le pouvoir semble décidé à poursuivre ses attaques, contre les 35 heures, contre le code du travail, contre le droit de grève, contre les systèmes d'assurance-maladie et d'assurance-chômage. La classe politique confirme ainsi sa volonté de faire avancer, par tous les moyens possibles, la logique dite « libérale ». Mais l'accumulation d'attitudes contradictoires et de cafouillages donne l'impression que l'on a désormais affaire à une équipe de boxeurs sonnés par les coups qu'ils ont reçus : s'ils avancent dans les « réformes », ils se grillent pour les élections européennes ; s'ils ne bougent pas, ils risquent de décevoir cette partie de leur base électorale qui tablait sur une régression sociale forte et rapide.

Certes, reste la solution de faire diversion. Ce en quoi le gouvernement s'est montré habile : à l'occasion de la relance du débat sur la loi contre le port du voile, on a vu combien la technique du « parler à côté » peut être payante. En exploitant des peurs et des ressentiments bien réels pour obtenir un semblant de consen-

sus républicain autour du projet de loi, le gouvernement a réussi à concentrer un temps l'attention sur d'autres ennemis que lui. Mais, ce faisant, il a aussi aiguisé les contradictions du « camp républicain » et, surtout, fait avaler un remède qui, faute de s'attaquer aux racines du mal – les choix socio-politiques qui depuis plusieurs décennies encouragent la ghettoïsation des banlieues – risque bien d'être pire que le mal.

Dans ce contexte qui n'incite guère à l'optimisme, nous avons cherché des raisons d'espérer du côté de la lutte des classes, de l'auto-organisation des exploités, des résistances quotidiennes à la soumission, des grèves et des expériences de solidarité mises en œuvre par ceux qui n'ont d'autre richesse que leur force de travail. Ce qui explique la place réservée aux expériences dans ce premier numéro. Venons-en donc au contenu de celui-ci. D'emblée, nous y présentons notre projet et l'esprit dans lequel nous aimerions le faire vivre. Un mot, au passage, sur l'objet que vous avez entre les mains. Certes, vous l'avez acheté, mais ce n'est pas pour autant une marchandise : si nous demandons qu'il soit payé (notamment en librairie, où nous ne dictons pas les règles de partage), c'est pour répartir sur le maximum de personnes l'effort financier que représente le fait de publier. Nous considérons donc votre achat comme une façon de partager avec nous cet effort, né du désir de faire circuler des idées et d'aider à la réflexion collective.

Vient ensuite un long texte d'analyse qui se veut une contribution à une critique libertaire du pouvoir d'État : y sont décrites les formes subtiles par lesquelles celui-ci exerce désormais son emprise sur la société, au point d'envahir l'imaginaire de ceux qui contestent l'ordre social dominant.

Convaincus que c'est dans le conflit que la critique de cet ordre peut prendre forme, nous

vous proposons ensuite deux textes portant sur les dernières luttes en France. L'un qui jette un regard rétrospectif sur la vague de grèves et d'agitations qui a secoué la France cette dernière année, et dont nous ressentons encore les effets ; l'autre sur des grèves de bien moindre ampleur, mais pas moins riches d'enseignements pour autant, qui prouvent que l'on peut se battre avec de petits moyens et parfois gagner, y compris contre des multinationales. Si ces deux articles mettent aussi le doigt sur les obstacles et les difficultés que rencontrent les luttes, c'est parce que regarder ceux-ci de près est à nos yeux une façon d'aider à concevoir de nouveaux modes d'action et à formuler des perspectives.

Le texte de Claude Guillon est sans doute déjà connu de bien des lecteurs, mais il a le mérite de dire en quelques mots simples les sentiments d'injustice, de révolte, d'écœurement que nous éprouvons face à l'incroyable acharnement de l'État français contre des militants qu'il a mis hors d'état de nuire il y a vingt ans et face au climat répressif qui grandit en Europe.

Le dossier sur le droit de grève s'explique par un désir de sortir d'une vision franco-française des problèmes de la lutte et de comprendre comment ils se posent ailleurs, dans d'autres contextes nationaux. Mais ces diverses contributions à un problème d'apparence technique permettent aussi de commencer à aborder par un biais concret des questions plus larges : comment la loi reflète l'histoire de la lutte de classe, comment les capitalistes tentent de lui faire servir leurs intérêts et comment le monde du travail apprend à réagir à l'intérieur de contraintes législatives spécifiques.

Les tensions internationales et ce qui les motive font aussi partie de nos questionnements, mais la position de prétendants au

rôle de conseillers du prince n'est pas la nôtre. Nous préférons tenter de déceler les contradictions et les failles dans l'action des États, à commencer par le plus puissant – façon pour nous d'alimenter la réflexion et l'espoir. La contribution de Claudio Albertani va dans ce sens. Et nous permet aussi d'ouvrir le débat, les clefs de lecture qu'il propose ne pouvant que susciter la discussion.

Deux textes historiques sont là pour nous aider à retrouver une communauté d'esprit au-delà des âges et du temps. Un texte d'histoire récente, d'abord, qui nous ramène à la grande vague de luttes qui a secoué l'ensemble des pays industrialisés, et notamment l'Europe occidentale, à la fin des années soixante. Un texte d'un « père fondateur » ensuite, puisé dans la tradition du syndicalisme révolutionnaire français, qui a alimenté la réflexion de ce courant au début du siècle, et ce dans plusieurs pays. On y découvre que la « grève générale » était déjà une idée ancienne il y a un siècle ! Ce texte peut aider à retrouver l'état d'esprit qui a fait du syndicalisme révolutionnaire l'outil forgé par les ouvriers pour atteindre à la maîtrise de leurs luttes, face à des politiciens prétendant imposer leur hégémonie et leurs pratiques propres. Il témoigne aussi de notre envie d'ouvrir un débat sur l'histoire de ce courant qui reste, aujourd'hui encore, une mine de réflexions. Enfin, les rubriques « Lire et relire » et « Revue des revues » nous permettent à la fois de faire part de nos coups de cœur ou de nos irritations concernant des publications récentes, de parler d'ouvrages plus anciens qui méritent de sortir de l'oubli et de faire connaître d'autres revues dont nous nous sentons proches. Nous sommes évidemment ouverts aux commentaires, critiques et suggestions de nos lecteurs, n'hésitez donc pas à nous en faire part.